

# LES JO ARRIVENT, LA RÉPRESSION SYNDICALE EST DANS LES STARTING BLOCS



Illustration : Jean-Paul Van der Elst

Halte à la répression à Roissy ! En s'acharnant sur nos représentants syndicaux, c'est l'ensemble des salariés de l'Aéroport qui est visé ! SUD AERIEN dénonce la répression syndicale en cours .

Les structures syndicales de la zone aéroportuaire se dressent aujourd'hui contre une répression qui prend des proportions inquiétantes, touchant tous les travailleurs.

**Nicolas Pereira**, secrétaire de l'Union Locale CGT de Roissy, vient de recevoir une lettre de licenciement de la part de Transdev, son employeur. Dans la même entreprise, **Nordine et Mohamed**, élus du personnel CGT, ont été récemment sanctionnés par la direction lors d'une grève pour des augmentations de salaires.

Quelques jours après le licenciement de Nicolas, **Tayeb Khouira**, porte-parole de Sud Aérien, a été convoqué par la police et soumis à un **interrogatoire illégal**, un véritable acte d'intimidation visant à le faire taire à l'approche des Jeux Olympiques.

Chez GEH, **Alain Khan**, délégué syndical Sud Aérien, a fait l'objet d'une demande de licenciement rejetée par le ministère.

Le droit syndical est constamment attaqué, les militants syndicaux sont régulièrement menacés pour faire taire les salariés et restreindre leur capacité à s'organiser et se défendre. **Aujourd'hui, nous assistons à une escalade inacceptable.**

Ces sanctions, combinées à l'intimidation policière contre des militants syndicaux de premier plan, sont une menace pour tous les travailleurs. Dans le contexte d'une inflation croissante, ils s'en prennent à des militants qui se battent depuis des années pour des augmentations de salaires.

Si nous laissons passer cette attaque contre les libertés syndicales aujourd'hui, quelles seront les limites de la répression demain ? C'est pourquoi nous devons réagir maintenant, unis et solidaires, quel que soit notre syndicat ou notre entreprise. Tous les travailleurs de la plateforme aéroportuaire sont concernés par cette répression !

**Mobilisons-nous !**

Nicolas doit être immédiatement réintégré, la répression syndicale et les intimidations policières contre les élus doivent prendre fin dès maintenant !

**Déterminés ! Nous ne tolérerons pas l'atteinte à nos droits et nous défendrons nos libertés syndicales !**

